AUDIENCE INSPE

25 MAI 2022

Etaient présents :

Pour l'INSPE

Frédéric Orobon professeur de philosophie, coordinateur, responsable du DU laïcité.

Elsa Lang-Ripert, directrice de l'INSPE

Julien Mugnier responsable du 2nd degré à l'INSPE

Lucie Corbin, INSPE

Pour le Rectorat :

Jean-Christophe Duflanc, directeur de Cabinet du Recteur

Pour les organisations syndicales et les associations ayant demandé audience :

Laurence Maurel, SNESUP-FSU INSPE

Fabian Clément, secrétaire académique de la FSU

Cécile Ropiteaux, représentante de la LDH

Annick Alix, représentante **FNEC-FP-FO**

Mme LANG-RIPERT : *On a un horaire contraint et on doit terminer à 13h30 si possible. Mais nous avons malgré tout tenu à vous recevoir rapidement.*

LDH : Merci d'avoir accepté de nous recevoir. On ne sait pas ce qui s'est passé sur les réseaux sociaux et on ne cautionne pas les propos haineux s'il y en a eu. LDH vigilante sur les droits et les libertés. On lutte contre les extrémismes et le terrorisme.

Mais dans un contexte d'islamophobie cette épreuve pose pb. Ces représentations de l'Islam contribuent à faire de cette religion un problème aux yeux de la société. Radicalisation fait penser à Islam, et parfois on passe à l'inverse et on l'Islam fait penser à la radicalisation. Il y a une responsabilité de nos gouvernants, pour qui toute contestation d'une discrimination devient suspecte. Les accusations d'islamo-gauchisme en ajoutent à l'irresponsabilité du gvt. Très souvent, les études de cas concernent l'Islam. Les personnels ne font remonter que cela ? Mais c'est que les attendus du gvt sont aussi focalisés dessus. L'observatoire de la laïcité a été supprimé, il y a eu la loi sur les séparatismes... On a une frange de la population qui se sent constamment stigmatisée. On est même obligés de réhabiliter la laïcité vécue comme qqch d'excluant. On est aussi inquiets par rapport à d'autres formes de radicalisation (gpes néo-nazis, masculinistes).

FSU : Alertés sur ce sujet du Master 2, nous avons eu 3 points de vigilance :

- une religion particulière ciblée. Or il y a d'autres religions et d'autres sujets politiques qui sont en risque de radicalisation. On a déjà eu ce genre de situation avec d'autres religions, et l'accumulation était dangereuse dans le contexte des anciens ministres chasseurs de wokistes et d'une campagne électorale marquée par ces sujets.

- on comprend les craintes des personnels de l'INSPE avec en toile de fond l'assassinat de Samuel Paty qui a traumatisé tous les personnels.

- on sait aussi que la nouvelle épreuve du CAPES de l'entretien est très pbq. L'INSPE doit préparer les étudiants à cette épreuve, mais on n'était pas obligé de le faire avec ce sujet.

FSU-SNESUP INSPE : Tension que vivent les formateurs, entre l'évaluation des masters et la préparation des concours. Cela nous conduit à mimer les épreuves des concours dans les diplômes du Master. Or, nous sommes à l'Université, avec des examens universitaires qui doivent vérifier un niveau universitaire atteint, et c'est ce qui nous protège et nous permet de garder la distance critique. Voilà ce qu'on perd quand on propose des sujets qui miment des sujets attendus pouvant heurter.

FNEC-FP-FO : Nous sommes en accord avec ce qui vient d'être dit sur plusieurs points :

- le sujet qui conduit à assimiler une origine, une religion, et le risque terroriste est choquant. C'est lassant, et c'est à cela que conduit la conception de la laïcité complètement faussée que porte le gouvernement.
- C'est à cela aussi que conduisent la nouvelle épreuve du CAPES de l'entretien, ainsi que cette injonction à enseigner les valeurs de la République ou les programmes d'EMC alors que ce n'est pas un objet d'étude qui s'enseigne. Ces obligations mettent les enseignants en danger de situations conflictuelles car ils poussent à tenir des discours qui peuvent être déformés, mal reçus, raccourcis et simplificateurs.
- nous ne sommes pas là pour stigmatiser les collègues qui ont mis au point le sujet. Il est important qu'ils aient bénéficié d'une protection fonctionnelle.

Nous sommes pour le retour à un enseignement disciplinaire rigoureux qui seul permet d'asseoir des connaissances et un recul critique. Nous demandons la suppression de l'épreuve de l'entretien au CAPES, et du temps pour former les stagiaires (qui ne doivent pas être soumis à des années de formation aussi chargées, ni à des démarrages à plein temps dans le métier).

Vous trouverez notre prise de position dans le dossier que nous souhaitons vous remettre en fin d'audience.

Mme LANG-RIPERT : *Ce qui a guidé la construction de notre maquette sur cette compétence n'est pas uniquement le concours. Cette épreuve est arrivée en M2 à la suite d'un certain nombre d'études de cas, d'un processus de formation (textes réglementaires en M1 ; mise en situation dans des études de cas). Ce sujet a été choisi car il correspond à une situation vécue par l'une des formatrices. Préparer des collègues à ce qui peut les attendre n'est pas délirant. On a proposé aux étudiants éventuellement choqués de solliciter les profs pour échanger, un seul étudiant a répondu. Ce qui nous a inquiétés, c'est la sécurité des collègues concernés. On a construit une cellule pour l'assurer.*

M. Monnier :

Notre formation comporte 4h cours magistral par un perdur qui pose le cadre de réf et les grands textes sur droits et devoirs des enseignants. (Etude de cas sur un croptop, pas sur les sujets religieux).

11h de TP + études de cas :

3h en parcours transversal citoyen

3h en parcours transversal santé

5h en parcours disciplinaire.

C'est divers, et c'est conséquent. Les enseignants qui interviennent viennent du secondaire et se sont coordonnés pour construire le volant et l'éventail des études de cas, que ce soit sur le transversal ou le disciplinaire. C'est à la toute fin qu'on fait le lien, sur 2h seulement, avec l'épreuve du CAPES. La forme n'est d'ailleurs pas la même puisqu'au CAPES c'est un oral et ici c'était un écrit.

M. Orobon :

Le cahier des charges c'est de faire des études de cas les plus réalistes possibles pour favoriser une projection dans le métier. Cette étude nous a été proposée par une formatrice académique, c'est un cas précis, cela n'incite pas à faire de généralisation. C'est un prétexte pour voir si les étudiants savent mobiliser leurs connaissances et les textes de loi sur lesquels on les a formés. Cette étude de cas réel ne comportait pas l'épilogue ; mais dans le cas réel, il se trouve que la mère a remercié d'avoir pu être alertée par les enseignants, pour pouvoir prendre conscience du danger que courait sa fille.

J'ai été très agacé par la polémique sur Twitter : 1500 retwitt à partir du compte très actif d'une personne en particulier, un étudiant de chez nous ; il a donné une interview à Mediatürk, qui nie le génocide arménien, et qui prend l'assassinat de S. Paty pour un coup monté des services secrets français.

Mme LANG-RIPERT : *On a donné suite à l'appel du journaliste du café pédagogique, M.François Jarraud ; nous avons fait remonter un rapport d'incident au Recteur et au président de l'université.*

M. Duflanc : *Twitter a mis le feu aux poudres, mais aussi l'article de F. Jarraud qui interprète le sujet. Or ce sujet ne s'adresse pas au grand public, mais à des personnes qui ont été formées et averties, ce qui leur permet d'éviter les amalgames et de prendre du recul. Les enseignants portent les valeurs de la république dans l'ordinaire de leur pratique, pas seulement en EMC. C'est pour ça qu'on les forme.*

Sur Twitter, on a été choqués qu'un étudiant formé dans le cadre de ce cours ne trouve rien de mieux que de livrer le sujet aux réseaux sociaux au lieu de faire une démarche auprès du président d'université ou de l'INSPE. Quand on sait que l'affaire Samuel Paty, c'est parti d'infos livrées en pâture partout, c'est dangereux. Et F. Jarraud qui relaie cette info en faisant un procès d'intention d'amalgame, c'est fautif.

Comme Dircab, je suis quotidiennement saisi de « faits établissement » et de situations de crise. La radicalisation néonazie, on y a été confrontés en particulier cette année, ce n'était pas le cas avant. Mais les plus fréquents et les plus plausibles, ce sont ceux qui concernent la radicalisation musulmane

M. Orobon : *On met en évidence pour les étudiants que si dans des cas pareils ils ne font rien, par peur d'être taxés d'islamophobie, ce n'est pas une solution.*

M. Duflanc : *Le 16 mai, j'ai alerté le haut fonctionnaire « défense et sécurité » du ministère. Le 18 mai, l'article de Mediatürk vise 3 formateurs comme potentiellement islamophobes. Le haut fonctionnaire a répondu qu'il restait vigilant même si la situation ne lui paraissait pas pour l'instant critique. Nous avons aussi saisi la cellule juridique, qui nous a donné le feu vert pour mettre en place la protection juridique des fonctionnaires. Pas de plainte des formateurs pour l'instant. Nous avons choisi de faire une dénonciation au procureur, portée par l'administration, et qui permet de pré-activer la protection juridique des fonctionnaires s'il s'avérait nécessaire d'aller plus loin.*

Mme LANG-RIPERT : *Nous, en interne, on a assuré un dialogue permanent avec les collègues, humainement, et ce soutien leur a fait du bien, on a eu de bons retours.*

FSU : Nous aussi, nous nous sommes inquiétés des emballements de réseaux sociaux. Nous avons rédigé une expression que nous n'avons pas publié tout de suite.

Parmi nos équipes, les enseignants ne contestent pas que de telles situations existent, on y est confrontés, mais par les autres religions aussi (dans le privé hors et sous contrat, plus particulièrement). Assigner une religion à un prénom et une origine, c'était maladroit. Dans les combattants islamistes, il n'y a pas que des gens d'une certaine origine géographique. On a lu le sujet, on a réfléchi : on sait que ce peut être du vécu, mais fallait-il le mettre en avant ? Il y a le contexte politique, la campagne d'affichage Blanquer, les formations premier degré avec 4 situations, toutes centrées sur l'Islam, etc. Un tel sujet, rendu public, traité à l'écrit sans échange direct avec le formateur, devient malgré lui emblématique.

SNESUP : On n'attaque pas les enseignants, j'ai contacté aussi les formatrices concernées, pour savoir si M. Jarraud du Café Pédagogique les avait contactées, et si elles allaient bien. Nous souhaitons que se pose à l'INSPE la question du traitement des sujets : si on les traite à l'oral ou à l'écrit, si on varie davantage, etc.

Mme LANG-RIPERT : *On a demandé un droit de réponse à M. Jarraud, on attend toujours.*

M. Duflanc : *1 seul étudiant sur 300 qui s'est positionné comme choqué par le sujet. On sait qu'il peut y en avoir plus, mais c'est un retour assez faible.*

Mme Corbin : *Comment on va faire pour présenter des sujets susceptibles d'être à ce point déformés ?*

Mme LANG-RIPERT : *On aura ainsi des sujets difficiles avec toutes les discriminations, y compris si par exemple on fait superposer les cartes de pauvreté et d'obésité ? De quoi sera-t-on taxé alors ? De grossophobie ? Mépris des pauvres ?*

LDH : Il y a une hiérarchisation à faire, tout de même, entre différentes discriminations.

M. Duflanc : *On y est, déjà, dans l'évitement et l'auto-censure de certaines situations.*

Mme LANG-RIPERT : *On doit préparer de manière éclairée : éviter le sujet n'est pas une bonne manière.*

FSU : Nous n'avons pas dit qu'il fallait se taire et ne pas traiter. Mais je reviens au sujet : le sujet synthétise en deux pages, ce qui donne une impression de caricature.

M. Duflanc : *Ce n'est pas un sujet « grand public ». C'est un sujet pour des gens qui ont été formés.*

FSU : Mais il s'est retrouvé publié. Dans un contexte précis.

Mme Corbin : *Les formateurs concernés sont choqués et n'ont plus envie de former. On est confrontés à cela tout le temps, ainsi qu'à la publication sur les réseaux sociaux de morceaux de cours enregistrés, décontextualisés, avec une charge virulente et anonymée.*

FNEC-FP-FO : Dans la maquette du Master MEEF, y a-t-il aussi une formation aux réseaux sociaux ?

Mme LANG-RIPERT : *Oui, bien sûr. On est beaucoup victimes de dénigrement.*

L'audience s'est encore un peu poursuivie après cet échange, mais de manière plus conclusive et sans propos nouveau ajouté sur la fin. Un dossier a été remis à la Directrice de l'INSPE, contenant les communiqués de trois organisations syndicales, la FSU, la CGT, et la FNEC-FP-FO.